

## L'Administration US veut faire du Pakistan un État défaillant

Par [Rashid Zubair](#)

Mondialisation.ca, 02 juin 2009

Horizons et Débats 2 juin 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

L'armée pakistanaise, encadrée par les États-Unis, a tenté d'écraser les talibans dans l'ex-principauté de Swat. Les combats, particulièrement imprécis, ont provoqué l'exode de 2 millions de personnes. Selon Rashid Zubair, les talibans de Swat incarneraient avant tout une révolte des pauvres, tandis que la stratégie US les instrumenterait pour provoquer une guerre civile et justifier une confiscation des armes atomiques.



Lorsqu'il y a plus d'un an le gouvernement Musharraf est tombé, beaucoup de Pakistanais espéraient voir s'ouvrir une nouvelle ère politique – un espoir amèrement déçu.

L'une des principales raisons de l'impopularité du gouvernement Musharraf était son proaméricanisme et la destitution du juge suprême du Pakistan, Iftikhar Chaudhry.

Mais le gouvernement actuel n'a pas davantage respecté le mandat populaire, il a même pulvérisé tous les records de docilité envers les États-Unis. Le gouvernement du PPP (Pakistan Peoples Party, Parti du peuple pakistanais) est allé jusqu'à envoyer des blindés et des avions contre son propre peuple dans le Nord du Pakistan, ce que même Musharraf n'avait pas osé faire quand il était au pouvoir. Le feu vert aux attaques de drones qui ont coûté la vie à des centaines de Pakistanais est à mettre au compte du PPP. Selon les déclarations officielles et celles des États-Unis, des combattants d'Al Qaïda auraient été tués, mais cela n'a pas été prouvé. Et même si c'est exact, c'étaient des gens tellement insignifiants qu'ils ne figuraient pas sur les listes du FBI.

Selon des informations d'origine états-unienne, les drones sont partis du territoire pakistanais, ce que le ministère pakistanais de la Défense confirme, alors que celui des Affaires étrangères le conteste. Ces contradictions ont ébranlé la confiance de la population

dans le gouvernement du PPP. Avant même l'escalade de la violence au mois de mai, environ 12 000 Pakistanais, tous des civils, ont perdu la vie dans des attaques pakistanaises ou États-uniennes.

Et, toujours avant cette escalade, on comptait 800 000 réfugiés de l'intérieur, pour la plupart insuffisamment pris en charge. L'extension du conflit a fait du drame des réfugiés une véritable catastrophe.

Le Président Zardari a obtenu tous les pouvoirs spéciaux, entre autres le droit de dissoudre le Parlement quand bon lui semblera. D'une part des millions de Pakistanais sont victimes de l'augmentation du prix de l'énergie et des prix en général, d'autre part le Pakistan ne compte pas moins de 60 ministres. On essaie de satisfaire tous les partenaires de coalition et camarades de parti aux frais du peuple.

### La situation dans la vallée de Swat

Les médias occidentaux avaient longtemps laissé entendre que le gouvernement pakistanais avait laissé la vallée de Swat aux Talibans, mais ce n'est pas tout à fait exact. Pour bien comprendre la situation, il faut en connaître la genèse.

Jusqu'en 1969 Swat jouissait d'une administration autonome de juridiction islamique (charia). La population en était satisfaite car les décisions rendues étaient rapides et équitables. Après son incorporation au Pakistan [par la dissolution de la Principauté en 1969, NdR] Swat ne disposait plus d'aucun système juridique fonctionnel.

En 1989 le mollah Soufi Mohammed demanda le rétablissement de la charia, soutenu en cela par une grande partie de la population. Son mouvement n'était pas militant et il survécut à deux gouvernements pakistanais successifs. Soufi Mohammed vint en aide à deux gouvernements laïques en convainquant des groupes armés, eux aussi partisans de la charia, de ne pas prendre les armes contre les forces de sécurité gouvernementales. Il a obtenu des militants la libération de précieux otages et contribué à faire lever le blocus sur des axes routiers et des aéroports. A ces deux occasions on lui avait promis en échange de rétablir la charia, des promesses non suivies d'effets.

Puis l'Afghanistan a été attaqué par les États-Unis et Soufi Mohammed s'y est rendu pour combattre les occupants. A son retour, il a été emprisonné par le gouvernement de Pervez Musharraf. Il a été libéré en 2008, en signe de bonne volonté de la part du nouveau gouvernement, dirigé par l'ANP (Awami National Party).

Durant la captivité de Soufi Mohammed son gendre, un ex-liftier, prit les choses en mains. Il tenta d'imposer par les armes une administration parallèle dans la vallée de Swat, ce qui provoqua des mois de conflit avec les forces de sécurité nationales et fit beaucoup de victimes dans la population civile. Soufi Mohammed prit ses distances avec les actions menées par son gendre, mais ne put influencer le cours des choses. Le gouvernement du NAP pria alors Soufi Mohammed de rétablir la paix à Swat en échange de la réintroduction de la charia, que la population souhaitait aussi, comme l'ont montré les manifestations massives du 12 janvier 2008.

Soufi Mohammed promit en échange de désarmer les militants talibans, de rétablir l'autorité de l'État pakistanais et de ne créer ni administration ni juridictions parallèles. Depuis la passation de cet accord, la vie, à Swat, était revenue à la normale. Écoles et bazars étaient

ouverts et le quotidien avait repris son cours.

## Les USA face aux Talibans : deux poids et deux mesures

L'OTAN et les USA montrèrent quelques réticences, mais le chef de l'ANP, Asfan Yar Wali, défendit cet accord et le gouvernement du district souligna qu'il était parfaitement légal. Le chef du gouvernement de district, Hoti, menaça de démissionner si Islamabad s'y opposait. L'ex-Premier ministre Nawas Sharif et le ministre de l'Intérieur sous Musharraf mirent en garde contre les conséquences désastreuses qu'aurait le non-respect des accords conclus. Le porte-parole de l'armée pakistanaise déclara que la situation à Swat évoluait de manière positive.

Beaucoup de Pakistanais ne comprennent pas le « deux poids, deux mesures » des États-Uniens avec les Talibans. Quand ils négocient directement avec eux, c'est légal, mais si le gouvernement pakistanais en fait autant, c'est presque de la trahison.

Hamid Mir, journaliste pakistanais réputé, et collaborateur de *Géo*, la plus populaire des chaînes privées, a écrit le 23 février 2008 dans le journal *Jang* : « Les villas de la famille princière de Swat sont vides et abandonnées, mais Musrat Begum, une veuve appartenant à la famille princière, vit avec son serviteur dans un coin du palais. Elle héberge des femmes sans abri et dans le besoin. On l'appelle « la mère de Swat ». La charia ne lui fait pas peur. Ma conversation avec elle m'a laissé l'impression qu'elle était favorable aux talibans. Même chose pour Ghulam Farooq, l'éditeur du journal régional *Chamal*. Je lui ai demandé pourquoi la population de Swat était en majorité favorable aux Talibans et hostile à l'armée pakistanaise. Les talibans sont issus de la couche opprimée de la population, c'est-à-dire eux-mêmes. Les riches sont hostiles aux talibans, car ceux-ci font partie de la piétaille. L'étincelle qui a donné naissance à la rébellion contre les riches, qu'on appelle les *khawanines* (les nobles), date des années 70. C'est par crainte des troubles que l'administrateur de l'époque a rattaché Swat au Pakistan. Cette conversation m'a rappelé le roman, paru en 2003 qu'Ahmed Bachir a écrit sur Swat. On peut y lire, page 763 : « Les pauvres de Swat sont prêts à combattre jusqu'à la mort. Quand leur lutte commencera, des organisations apparaîtront d'elles-mêmes. »

Ahmed Bachir ignorait que cette organisation aurait pour nom « les talibans ». J'ai eu l'occasion de voir de mes yeux divers théâtres de combat. Bien que disposant d'artillerie lourde, de blindés et d'avions de combat, l'armée pakistanaise n'a pu venir à bout des talibans. La seule explication en est que les pauvres du pays étaient derrière les talibans. Les habitants de Swat en avaient assez d'injustices qui duraient depuis des années, la politique d'agression des États-Uniens a jeté de l'huile sur le feu. Le mélange explosif de colère contre l'injustice et de haine contre les États-Uniens a donné naissance à un mouvement de résistance extrémiste. »

## Des agents étrangers camouflés en talibans

Ce qui précède apporte une des réponses possibles à la question des médias US : « Comment se fait-il que 12 000 soldats pakistanais n'ont pu venir à bout de 3 000 insurgés ? » On en trouve une autre dans les déclarations du major Athar Abbas, porte-parole de l'armée pakistanaise : « Derrière les troubles dans la vallée de Swat et les zones tribales voisines on trouve des services secrets étrangers qui arment et financent les extrémistes. Selon le journal *Jang*, des forces de sécurité pakistanaises ont arrêté dans les zones tribales 200 agents étrangers camouflés en talibans. Beaucoup de Pakistanais se

demandent pourquoi on trouve 29 consulats de pays voisins dans la zone frontalière pakistano-afghane. Cela expliquerait aussi le grand nombre d'actes de cruauté imputés aux talibans. Il n'est pas exclu que nombre d'atrocités commises contre les forces de sécurité soient destinées à venger des proches, victimes de l'assaut contre la Mosquée Rouge ou des attaques pakistano-américaines. »

La majorité des Pakistanais ne considèrent pas la prétendue « guerre contre le terrorisme » comme leur guerre, mais comme une guerre états-unienne par procuration. Tant que le gouvernement pakistanais sera aux ordres des USA, il n'y aura pas de paix. Les États-Uniens veulent déstabiliser le Pakistan. Le Pakistan doit être considéré comme un État défaillant, afin de pouvoir réquisitionner son arsenal nucléaire. L'armée US dispose déjà d'une unité spéciale pour cette tâche.

Swat a connu une brève période de paix. Par le passé on a souvent conclu avec les talibans dans différentes zones des accords de paix, anéantis ensuite par des « incidents ». Maintenant la guerre, là-bas, s'est à nouveau déchaînée. On l'impute aux talibans, mais c'est ce qui se dit dans les cercles gouvernementaux, il n'existe pas de liberté d'information.

En admettant que les talibans soient les coupables, les victimes des opérations militaires, elles, restent les membres de la population. L'introduction de la charia était demandée par la population, mais elle souhaitait que ce fût le fait du gouvernement et non des talibans. Le gouvernement ne voulait pas autoriser les talibans à établir une administration parallèle, mais la simple force des armes ne suffit pas à l'empêcher. Pour cela il faudrait une stratégie multilatérale et un consensus national, et malheureusement le gouvernement Zardari ne dispose ni de l'un ni de l'autre.

Les médias ont annoncé par exemple que « les talibans étaient aux portes d'Islamabad » ou que « des armes nucléaires pourraient tomber aux mains des talibans ». C'est une bonne plaisanterie.

Il faut savoir que les talibans ne contrôlent que 3,4 % du Pakistan. La population totale des zones tribales ne représente que 2 % de la population pakistanaise et tous ne sont pas des talibans. Les 2,5 millions de gens qui peuplent les zones tribales – et ne sont pas tous des talibans – ne peuvent pas contrôler 157 millions de Pakistanais. Les Pakistanais n'accepteraient jamais un Islam tel que le veulent les talibans. Quant aux bombes atomiques, ce ne sont pas des pétards du Jour de l'An qu'on peut emporter dans sa poche. 80 ogives nucléaires nécessitent 70 000 hommes dont quelques milliers de scientifiques.

L'épouvantail taliban n'est qu'un prétexte. Les États-Uniens visent tout autre chose. Une preuve en est que le général Musharraf dans les derniers mois de son gouvernement s'était plaint que l'ISI (services secrets pakistanais, ndt.) avait informé les USA des divers lieux où se trouvait Baitullah Mehsud, le chef des talibans, mais que ceux-ci n'avaient entrepris aucune action contre lui.

Le Ministre de l'Intérieur pakistanais a dit que les extrémistes étaient financés et armés par l'Afghanistan. Mais la question est : qui arme et finance les talibans en Afghanistan ?

On ne peut pas être sûr de ce que les USA trament dans l'ombre. Mais une chose est sûre : c'est toujours la population qui paie l'addition. La force armée ne résoudra jamais les problèmes de cette région.

Article publié dans *Horizons et débats* du 1er juin 2009.

*Traduction : Michèle Mialane. Version française publiée sur le site du Réseau Voltaire (<http://www.voltairenet.org/>)*

La source originale de cet article est Horizons et Débats  
Copyright © [Rashid Zubair](#), Horizons et Débats, 2009

---

Articles Par : [Rashid Zubair](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)